L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. P. WEBSE & Co. Rue de Chartres No 73, Entre Conti et Bienville

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 13 SEPTEMBRE 1861.

G. P. WEBSE, P. LIMET. S. DUFOUR, S. HARDY. } EDITEURS-PROPRIETAIRES.

Nouvelle-Orléans,
VENDREDI MATIN, 13 SEPTEMBRE.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 CENTS pour les dix numéros. On paiera son porteur.

Vendue à l'encan ce jour,
Par DESCHAMPS, Bloche & Co. 57 rue de Chartres,—
Vêtements, chemises, et pantoufles.

Organisation des Milices.

Depuis plusieurs années, la presse de la Nouvelle Orléans ne cesse de recommander une organisation sérieuse des milices de l'Etat. A la dernière session de la législature, au moment où chacun pouvait prévoir la guerre actuelle, ses étrangers et ses nécessités, l'ancienne de l'assemblée a été appelée instamment sur ce grave sujet. Malheureusement ni la législature, ni la Convention n'ont compris l'importance d'une nouvelle législation fut assurés l'augmentation complète et efficace des forces militaires de la Louisiane. C'est alors que le gouverneur en l'adjudant général auraient dû faire remarquer l'insuffisance de la loi sur les milices; ils n'auraient éprouvé aucune difficulté à obtenir la sanction des chambres à tout projet de loi ayant pour objet de rendre le service de la milice obligatoire.

On s'aperçoit, aujourd'hui un peu tard, qu'on a commis un oubli impardonnable. Les cadres d'officiers de la milice ont été remplis avec une assez grande facilité, mais, à l'exception de quelques compagnies organisées à force de bals et de patience par leurs capitaines, il n'y a pas l'homme qui jusqu'à présent ait offert ses services. Les rôles sont presque tous inutile, on ne trouverait dans nom qu'une répondant jamais à l'appel. Il est vrai que le nombre et l'effectif des corps de volontaires ont augmenté dans une proportion satisfaisante, et il est certain, d'un autre côté, que le jour du danger tous les citoyens qui s'apparaissent à former corps de volontaires ou professionnels d'eux-mêmes pour défendre le pays. Mais cela ne suffit pas.

Le moment où l'on peut raisonnablement prévoir une attaque sur nos côtes sera donné le but d'opérer simplement une descente, soit dans l'espoir d'occuper la Nouvelle-Orléans par un coup de main, approche avec une rapidité effrayante. Quelques jours seulement seront écoulés avant que nous ayons à nous prononcer sur le mérite de ces différentes hypothèses.

Attendre ce moment pour organiser ce dix mille hommes en état de porter les armes qui sont jusqu'à présent restés étrangers à tout service. On a des officiers tout prêts, mais la majorité d'entre eux n'ont jamais appris à commander, et nous demandons de quelle utilité certains des maires d'hommes inhabiles au maniement des armes qu'on mettrait subitement sous les ordres de chefs novices dans l'art du commandement.

Il y a plusieurs mois, nous suggérions l'idée d'établir des écoles pour les officiers des milices régulières et nous faisions remarquer la nécessité de former d'une façon définitive les cadres des compagnies et d'astreindre les hommes à des exercices, dans lesquels on leur eût appris en moins le maniement du fusil et les manœuvres les plus élémentaires. Or c'est seulement depuis quelques jours que l'on se préoccupe, en haut lieu, de cette question. Mieux vaut tard que jamais.

Mais le temps manque pour réunir la législature et lui faire voter une loi sur les milices. Cela est clair comme le jour. L'ennemi aurait eu le temps de prendre la ville avant que la loi se fut proposée, discutée, votée à la Chambre et au Sénat et enfin mise en application.

Comment faire alors ? La chose la plus simple du monde. Le gouverneur n'a qu'à déréter des réglements pour la milice dont il est le commandant en chef, et à les rendre obligatoires. Si ces réglements sont bien conçus et n'ont rien de vexatoire, tous les bons citoyens s'empresseront sans murmurer. Deux exercices de deux heures, par semaine, ne sont pas une obligation trop onéreuse, et cela suffira pour que les hommes apprennent au moins à connaître leurs officiers, à se connaître les uns les autres et à se mettre en état de tirer un coup de fusil. Quant aux pénitences il faut qu'elles soient toutes militaires ; c'est l'affaire du gouverneur de des généraux d'en prendre la responsabilité. Chaque citoyen comprendra qu'il ne suffit pas qu'il se déclare prêt à se battre le jour de l'attaque : il faut qu'il puisse donner un concours utile et immédiat en faisant partie d'une compagnie qu'il le pourra. Nous engageons dès à présent les officiers à donner l'exemple en consacrant une partie de leur temps à l'école de bataillon. Nous sommes heureux de constater qu'un certain nombre d'entre eux suivent déjà depuis plusieurs mois, les leçons d'un instructeur qu'ils ont pris à leurs frais.

Nous n'avons jamais été alarmiste au sujet de la Nouvelle-Orléans parce que nous croyons que les fédéraux ne risqueront pas une attaque par mer s'ils ne peuvent l'appuyer par terre ; mais c'est là une simple conjecture et dans un conflit aussi grave il faut être prêt sur tous les points à repousser une attaque même quand on la croit improbable. A un moment donné, les fédéraux peuvent abandonner le blocus de plusieurs ports pour concentrer leurs forces navales contre un seul point, et la Nouvelle Orléans est certainement la ville qui les tentera le plus.

Le temps presse, nous le répétons. Ce que le gouverneur se décidera exactement à faire si l'ennemi débarquait, on devrait dès à présent le faire dès à présent. Une mobilisation de soixante-dix mille hommes serait une désertion quand il s'agit du salut et de l'honneur de l'Etat. Après tout, si l'ordre donné à la légalité, il serait pardonné de s'arrêter à des scrupules sur l'interprétation des textes. Le gouverneur a le droit d'appeler les milices au service actif en cas de danger — le danger existe—qu'il convoque les milices. D'après la constitution il en est le commandant en chef : or le bon sens dit qu'un commandant en chef doit avoir les moyens de faire respecter son autorité. Qu'il prenne donc l'initiative en cette matière comme il l'a prise pour la capture des forts, et la population applaudira.

Le général A. Sidney Johnston,—Ce général, récemment arrivé de Californie, a été nommé commandant en chef des forces rassemblées dans la vallée du Mississippi. Une division de Richmond, de 10 courant, annonce qu'il partira prochainement pour Memphis.

Reddition d'un régiment fédéral.—"Le *Republican* de St-Louis du 5 courant, donne les détails suivants sur l'affaire de Shelbina :

Un voyageur arrivé ce matin du Nord du Missouri, nous informe qu'un combat a eu lieu à Shelbina, station du Hannibal, sur la ligne du chemin de fer d'Hannibal, à St-Joseph, entre le 2e régiment du Kansas et 2,500 hommes commandés par Martin Green. Le régiment du Kansas était parti de St-Louis il y a quelques jours, pour retourner dans son Etat. Il s'arrêta à Shelbina pour prendre chargé. Il y campait pour St-Joseph. La ville fut entourée par les hommes de Green et plus de cinq cents s'engagèrent dans le régiment du Kansas qui fut forcé de se rendre.

Enlèvement sur le Mississippi.—Le *Memphis Appeal* contient la dépêche suivante datée de Chicahaha du 10 :

Le bruit du canon nous a annoncé aujourd'hui un engagement entre deux canonnières fédérales et les forces de Jeff. Thompson sur le Mississippi, à cinq milles au dessus d'ici. Les canonnières avaient à bord la bannière de Hardwell. C'est bombes en ont été lancées. Le combat a duré deux heures. Thompson a remporté la victoire. Les canonnières ont remonté le fleuve, et le maître en état de tirer un coup de feu. Quant aux pénitences il faut qu'elles soient toutes militaires ; c'est l'affaire du gouverneur et des généraux d'en prendre la responsabilité. Chaque citoyen comprendra qu'il ne suffit pas qu'il se déclare prêt à se battre le jour de l'attaque : il faut qu'il puisse donner un concours utile et immédiat en faisant partie d'une compagnie qu'il le pourra. Nous engageons dès à présent les officiers à donner l'exemple en consacrant une partie de leur temps à l'école de bataillon. Nous sommes heureux de constater qu'un certain nombre d'entre eux suivent déjà depuis plusieurs mois, les leçons d'un instructeur qu'ils ont pris à leurs frais.

Nous n'avons jamais été alarmiste au sujet de la Nouvelle-Orléans parce que nous croyons que les fédéraux ne risqueront pas une attaque par mer s'ils ne peuvent l'appuyer par terre ; mais c'est là une simple conjecture et dans un conflit aussi grave il faut être prêt sur tous les points à repousser une attaque même quand on la croit improbable. A un moment donné, les fédéraux peuvent abandonner le blocus de plusieurs ports pour concentrer leurs forces navales contre un seul point, et la Nouvelle Orléans est certainement la ville qui les tentera le plus.

Le temps presse, nous le répétons. Ce que le gouverneur se décidera exactement à faire si l'ennemi débarquait, on devrait dès à présent le faire dès à présent. Une mobilisation de soixante-dix mille hommes serait une désertion quand il s'agit du salut et de l'honneur de l'Etat. Après tout, si l'ordre donné à la légalité, il serait pardonné de s'arrêter à des scrupules sur l'interprétation des textes. Le gouverneur a le droit d'appeler les milices au service actif en cas de danger — le danger existe—qu'il convoque les milices. D'après la constitution il en est le commandant en chef : or le bon sens dit qu'un commandant en chef doit avoir les moyens de faire respecter son autorité. Qu'il prenne donc l'initiative en cette matière comme il l'a prise pour la capture des forts, et la population applaudira.

Le général A. Sidney Johnston.—Ce général, récemment arrivé de Californie, a été nommé commandant en chef des forces rassemblées dans la vallée du Mississippi. Une division de Richmond, de 10 courant, annonce qu'il partira prochainement pour Memphis.

Reddition d'un régiment fédéral.—"Le *Republican* de St-Louis du 5 courant, donne les détails suivants sur l'affaire de Shelbina :

Un voyageur arrivé ce matin du Nord du Missouri, nous informe qu'un combat a eu lieu à Shelbina, station du Hannibal, sur la ligne du chemin de fer d'Hannibal, à St-Joseph, entre le 2e régiment du Kansas et 2,500 hommes commandés par Martin Green. Le régiment du Kansas était parti de St-Louis il y a quelques jours, pour retourner dans son Etat. Il s'arrêta à Shelbina pour prendre chargé. Il y campait pour St-Joseph. La ville fut entourée par les hommes de Green et plus de cinq cents s'engagèrent dans le régiment du Kansas qui fut forcé de se rendre.

Enlèvement sur le Mississippi.—Le *Memphis Appeal* contient la dépêche suivante datée de Chicahaha du 10 :

Le bruit du canon nous a annoncé aujourd'hui un engagement entre deux canonnières fédérales et les forces de Jeff. Thompson sur le Mississippi, à cinq milles au dessus d'ici. Les canonnières avaient à bord la bannière de Hardwell. C'est bombes en ont été lancées. Le combat a duré deux heures. Thompson a remporté la victoire. Les canonnières ont remonté le fleuve, et le maître en état de tirer un coup de feu. Quant aux pénitences il faut qu'elles soient toutes militaires ; c'est l'affaire du gouverneur et des généraux d'en prendre la responsabilité. Chaque citoyen comprendra qu'il ne suffit pas qu'il se déclare prêt à se battre le jour de l'attaque : il faut qu'il puisse donner un concours utile et immédiat en faisant partie d'une compagnie qu'il le pourra. Nous engageons dès à présent les officiers à donner l'exemple en consacrant une partie de leur temps à l'école de bataillon. Nous sommes heureux de constater qu'un certain nombre d'entre eux suivent déjà depuis plusieurs mois, les leçons d'un instructeur qu'ils ont pris à leurs frais.

Nous n'avons jamais été alarmiste au sujet de la Nouvelle-Orléans parce que nous croyons que les fédéraux ne risqueront pas une attaque par mer s'ils ne peuvent l'appuyer par terre ; mais c'est là une simple conjecture et dans un conflit aussi grave il faut être prêt sur tous les points à repousser une attaque même quand on la croit improbable. A un moment donné, les fédéraux peuvent abandonner le blocus de plusieurs ports pour concentrer leurs forces navales contre un seul point, et la Nouvelle Orléans est certainement la ville qui les tentera le plus.

Le temps presse, nous le répétons. Ce que le gouverneur se décidera exactement à faire si l'ennemi débarquait, on devrait dès à présent le faire dès à présent. Une mobilisation de soixante-dix mille hommes serait une désertion quand il s'agit du salut et de l'honneur de l'Etat. Après tout, si l'ordre donné à la légalité, il serait pardonné de s'arrêter à des scrupules sur l'interprétation des textes. Le gouverneur a le droit d'appeler les milices au service actif en cas de danger — le danger existe—qu'il convoque les milices. D'après la constitution il en est le commandant en chef : or le bon sens dit qu'un commandant en chef doit avoir les moyens de faire respecter son autorité. Qu'il prenne donc l'initiative en cette matière comme il l'a prise pour la capture des forts, et la population applaudira.

Par le Telegraphe.

DEPECHES TRANSMISES A L'ABEILLE.

(Dépêches du 12 après-midi.)

Marché de New-York.

New York, 11 sept.—Les ventes de coton aujourd'hui ont été de 500 balles 8 @ 8 1/8 d.

Captures par le Sumter.

Le capitaine Nourse, du brick Costa Rica, dit que le vaisseau confédéré Sumter a capturé quatre navires américains venant de Trinidad avec du fret européen.

Convention de l'Etat de New-York.

Syracuse, 12 septembre.—La Convention du peuple (unioniste) a passé des résolutions qui dénoncent fortement les propositions de paix comme une trahison.

Dans la Convention républicaine une proposition est pendante pour une fusion avec celle du peuple.

La convention républicaine ultérieure a été invitée à prendre des siéges dans la convention républicaine régulière.

On a la nue liste de candidatures de la convention unioniste ; les noms ont été reçus par acclamations générales de haine. Enfin la liste a été stoppée à l'exception du candidat au poste de commissaire des canaux ; les républicains ont substitué Bruce à Tallmage.

Les deux convention sont ajournées *sine die*.

Arrestation à Burlington.

Burlington, 12 septembre. — Il règne ici une grande agitation causée par l'arrestation du colonel Jos. W. Wall, qui depuis plusieurs années est un des chefs de la communauté.

St-Louis.

St Louis, 12 septembre. — Miss Welton, de une femme libre de couleur est été arrêtée hier pour l'assassinat d'une jeune dame des terres esclaves appartenant à Mr. Welton.

St Joseph, 12 septembre.—L'estafette est arrivée de San Francisco avec des dates jusqu'au 26 août.

Une explosion a eu lieu à bord du steamer J. A. McClelland, près de Red Bluff, sur le Sacramento. Il y a eu 12 personnes de tuées et un grand nombre de blessées.

Rapport fédéral d'une escarmouche avec le Potomac.

Washington, 12 septembre.—A sept heures, une troupe considérable de highlanders de New-York est parti du Pont de Chaine pour explorer le terrain en face de Chain Bridge. Ils n'ont rencontré que 40 rebelles. Les fédéraux commencèrent à retraiter lorsque les confédérés ont ouvert le feu avec des bombes, et la bataille finit par être engagée. Les fédéraux ont cessé de tirer pendant 20 minutes pour donner occasion aux confédérés de se montrer en rase campagne ; puis ils ont recommencé à lancer des bombes de 32, ce qui a forcé les confédérés à quitter la place.

Autre escarmouche.

Pleasant Hill, Maryland, 12 septembre.—Il y a eu une escarmouche, dimanche, dans la direction du bac Conrad. La batterie de Rhode Island a jeté 20 bombes sur un corps de cavalerie campé à deux milles de la rivière. Tous les arrangements sont pris pour donner aux Confédérés une chaude réception, s'ils tentent de traverser le Potomac, entre les grandes chûtes et la Pointe aux Roches.

Rapport de Washington.

Washington, 12 Sept.—Des 62 pensionnés de fort Lafayette, il y en a trois qui ne veulent pas s'arrêter pour trahison. Le capitaine Dove, du Pocahontas, est arrêté sous l'accusation d'avoir entretenu une correspondance avec les rebelles.

(Dépêche spéciale au Herald.)

Le gouvernement a reçu une dépêche du général Rosencrans. Il a repoussé Floyd jusque dans ses retranchements et il l'attaquera de nouveau demain.

(DEPECHES DE NUIT).

Reconnaissance de la Confédération du Sud par l'Espagne.

Proclamation du Capitaine Général de l'Ile de Cuba.

Charleston, 12 sept.—Le correspondant du *Mercury* donne la proclamation du capitaine général de l'île de Cuba. Elle est conçue de ces termes :

"En vertu d'une proclamation de Sa Majesté Catholique la reine Isabelle, j'ai arrêté sous la date du 7 août que les navires se livrant à la concurrence légitime et venant des ports des Etats Confédérés, seront admis dans les ports de l'île. Je proclame en outre que les consuls étrangers sont autorisés à se mettre en état de tirer un coup de feu." Quant aux pénitences il faut qu'elles soient toutes militaires ; c'est l'affaire du gouverneur et des généraux d'en prendre la responsabilité. Chaque citoyen comprendra qu'il ne suffit pas qu'il se déclare prêt à se battre le jour de l'attaque : il faut qu'il puisse donner un concours utile et immédiat en faisant partie d'une compagnie qu'il le pourra. Nous engageons dès à présent les officiers à donner l'exemple en consacrant une partie de leur temps à l'école de bataillon. Nous sommes heureux de constater qu'un certain nombre d'entre eux suivent déjà depuis plusieurs mois, les leçons d'un instructeur qu'ils ont pris à leurs frais.

Nous n'avons jamais été alarmiste au sujet de la Nouvelle-Orléans parce que nous croyons que les fédéraux ne risqueront pas une attaque par mer s'ils ne peuvent l'appuyer par terre ; mais c'est là une simple conjecture et dans un conflit aussi grave il faut être prêt sur tous les points à repousser une attaque même quand on la croit improbable. A un moment donné, les fédéraux peuvent abandonner le blocus de plusieurs ports pour concentrer leurs forces navales contre un seul point, et la Nouvelle Orléans est certainement la ville qui les tentera le plus.

Le temps presse, nous le répétons. Ce que le gouverneur se décidera exactement à faire si l'ennemi débarquait, on devrait dès à présent le faire dès à présent. Une mobilisation de soixante-dix mille hommes serait une désertion quand il s'agit du salut et de l'honneur de l'Etat. Après tout, si l'ordre donné à la légalité, il serait pardonné de s'arrêter à des scrupules sur l'interprétation des textes. Le gouverneur a le droit d'appeler les milices au service actif en cas de danger — le danger existe—qu'il convoque les milices. D'après la constitution il en est le commandant en chef : or le bon sens dit qu'un commandant en chef doit avoir les moyens de faire respecter son autorité. Qu'il prenne donc l'initiative en cette matière comme il l'a prise pour la capture des forts, et la population applaudira.

Le général A. Sidney Johnston.—Ce général, récemment arrivé de Californie, a été nommé commandant en chef des forces rassemblées dans la vallée du Mississippi. Une division de Richmond, de 10 courant, annonce qu'il partira prochainement pour Memphis.

Reddition d'un régiment fédéral.—"Le *Republican* de St-Louis du 5 courant, donne les détails suivants sur l'affaire de Shelbina :

Un voyageur arrivé ce matin du Nord du Missouri, nous informe qu'un combat a eu lieu à Shelbina, station du Hannibal, sur la ligne du chemin de fer d'Hannibal, à St-Joseph, entre le 2e régiment du Kansas et 2,500 hommes commandés par Martin Green. Le régiment du Kansas était parti de St-Louis il y a quelques jours, pour retourner dans son Etat. Il s'arrêta à Shelbina pour prendre chargé. Il y campait pour St-Joseph. La ville fut entourée par les hommes de Green et plus de cinq cents s'engagèrent dans le régiment du Kansas qui fut forcé de se rendre.

Enlèvement sur le Mississippi.—Le *Memphis Appeal* contient la dépêche suivante datée de Chicahaha du 10 :

Le bruit du canon nous a annoncé aujourd'hui un engagement entre deux canonnières fédérales et les forces de Jeff. Thompson sur le Mississippi, à cinq milles au dessus d'ici. Les canonnières avaient à bord la bannière de Hardwell. C'est bombes en ont été lancées. Le combat a duré deux heures. Thompson a remporté la victoire. Les canonnières ont remonté le fleuve, et le maître